

HISTOIRE SECRETE

DES DEPUTES MRP

1^{er} trimestre 1957

A tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du Mouvement Républicain Populaire, cette rubrique, ouverte en 1995, apporte des informations - surtout des débats enregistrés le jour même-, qui étaient absolument inédites et même inconnues : il s'agit des procès-verbaux des réunions - en moyenne 120 par an -, du Groupe MRP à l'Assemblée Nationale, qui n'étaient diffusés qu'en 6 exemplaires et dont il ne reste qu'une seule collection complète.

On y a trouvé ce qui a manqué jusqu'à présent aux historiens qui ont étudié le MRP et son rôle à l'Assemblée Nationale ; ses délibérations très fréquentes, ses personnages, pratiquement tous engagés dans la Résistance durant la guerre, femmes et hommes, dans leurs travaux quotidiens, leurs audaces, leurs peurs, leurs peines, leurs succès, leurs colères, leurs illusions et leur perspicacité, leurs disputes, leurs joies, leurs espoirs...

L'ensemble de ces témoignages montre que l'histoire du MRP, telle qu'elle est traitée dans les ouvrages parus jusqu'ici, qu'ils soient ou ne soient pas des ouvrages dits de référence, contient des lacunes, des erreurs, des préjugés, du genre de ceux qui conduisent parfois à écrire des âneries, et surtout des contresens sur les engagements des militants et des élus du MRP dans l'évolution de la société française de 1945 à 1965, comme sur la véritable place du MRP dans l'échiquier parlementaire maintenu arbitrairement et fausement par la plupart des médias dans l'état où il avait été sous la Troisième République.

A cette époque lointaine, la Gauche réunissait les communistes, les socialistes et les radicaux. Le MRP n'existait pas.

A la Libération, le MRP arriva et occupa tout de suite une grande place sur la scène. La « Gauche-Troisième » se trouva à l'étroit et refusa de serrer les rangs. Cependant, les épreuves firent très vite apparaître ses ambiguïtés.

Sous la Quatrième République, les députés discutaient pratiquement chaque semaine de projets concernant la défense du monde du travail, celui des usines et celui des champs, celui du secteur privé et celui des services publics, contre les tentatives d'une limitation des réformes économiques et sociales de 1945 et 1946. Avant chaque débat important sur ces sujets, le Groupe communiste consultait la CGT, le Groupe socialiste consultait Force ouvrière, le MRP consultait la CFTC et le Groupe radical consultait le CNPF (Conseil national du patronat français). Ce sont là des faits dont peuvent témoigner tous ceux qui ont vécu cette époque au Palais-Bourbon. Et les faits sont têtus !

Existe-t-il des explications à ce traitement, dévié de la vérité, du MRP dans l'histoire politique de la France, telle qu'elle est encore répandue aujourd'hui ? Oui, bien sûr. L'une, au moins, peut être admise comme objective par tout le monde : on n'a pas su distinguer clairement le camp de ses militants et de ses élus du vaste champ de ses électeurs, partagés dès le début entre ceux qui l'encourageaient dans sa volonté de réussir la révolution d'inspiration chrétienne inscrite dans le manifeste de sa création, en novembre 1944, et ceux qui cherchaient à le dissuader de la faire.

Durant les trois premiers mois de 1957 :

- le Groupe MRP est en première ligne pour l'émancipation politique des territoires français d'Afrique Noire ;
- il prend conscience peu à peu qu'il n'y a qu'une solution politique à la guerre d'Algérie, tout en continuant à dire que « la France n'abandonnera jamais l'Algérie » ;
- il ne doute plus que certains services de l'Armée pratiquent la torture en Algérie et il demande au Gouvernement, auquel in ne participe pas, d'y mettre fin immédiatement ;
- à son avis, le socialiste Lacoste à Alger poursuit la politique qu'y a faite le socialiste Naegelen quelques années plus tôt en sa qualité de Gouverneur général et bloque ainsi tous les nouveaux projets de réformes élaborés à Paris pour rétablir l'entente entre les deux communautés en Algérie ;
- il demande un plus fort engagement de l'Etat dans la recherche scientifique ;
- il fait preuve d'une compétence inégalée dans un grand débat sur l'agriculture ;
- par son engagement dans la construction européenne, il permet au Gouvernement, qui n'a plus de majorité parlementaire, de signer à Rome le 25 mars le traité créant le Marché Commun.

J.P.